



Crise décisive ou renouvellement du capitalisme ? Des éléments de réponse

La question que l'on s'est posée après 1929 revient cette année avec une insistance significative. Chacun sent bien que l'on est entré dans une période de navigation à vue et que les dangers sont à tous les tournants. Toutefois la nature de la crise que traverse le capital est d'essence différente et beaucoup plus complexe.

Les événements récents revêtent, en effet, un chaos économique apparent : inflation à une vitesse accélérée, menaces sur l'emploi, désordres monétaires, « crise » énergétique, guerre économique entre grandes sociétés, pression, quelque peu inhabituelle, des pays pauvres sur les pays riches, etc.

Parallèlement, les mesures prises par les gouvernements apparaissent fluctuantes, contradictoires, inopérantes.

Il y a donc crise. Mais de quelle crise s'agit-il ?

- d'une inflation atteignant des limites insupportables ?
- d'une récession induite par la crise du système économique lui-même ?
- des conséquences d'une lutte entre deux impérialismes (U.S.A./ Europe) ?
- du rôle dominant exercé par les multinationales les plus puissantes dans la restructuration capitaliste ?
- d'une crise structurelle liée à une pénurie irréversible (ou du moins sans possibilité de reprise ou retard avant un temps assez long) de matières premières et d'énergie ?
- d'un épisode de la guerre économique menée par le monde développé contre le Tiers-Monde, et dont ce dernier pourrait provisoirement tirer profit ?
- plus généralement, de l'accumulation des contradictions capitalistes et d'une certaine inadéquation du maintien de certaines structures idéologico-militaro-sociologiques (Israël au Proche-Orient, les « couches moyennes ») avec les transformations du capitalisme (international, national).

Autant d'interprétations possibles entre lesquelles il convient, non de choisir, mais de relever et de combiner les plus opérationnelles. Un diagnostic exact sur la situation est en effet absolument nécessaire car il engage l'action des organisations politiques de gauche, et singulièrement le P.S.U. sur une période de temps relativement longue et significative (chargée de potentialités).



Bien des évaluations, faute de chiffres suffisants, faute de recoupements, n'échappent pas à la critique. On le signalera à chaque fois, en souhaitant que le débat s'engage sur chacune des ambiguïtés possibles.

I. LA REALITE ACTUELLE : INFLATION ET RECESSION

L'examen de la conjoncture économique révèle la coexistence de deux phénomènes qu'aucun économiste classique n'aurait accepté de voir accolés : inflation très forte, récession menaçante et même déjà amorcée dans de nombreux pays.

1. L'inflation.

Ses causes sont liées à la nécessité pour le capitalisme de maintenir ses profits à un niveau élevé : le profit d'inflation est un profit d'exploitation, mais qui se dilue plus largement que le profit « classique » (plusvalue), lequel demeure l'élément déterminant et est prélevé directement sur le producteur-travailleur.

En effet, dans l'industrie, la productivité demeure élevée et l'inflation permet de l'accroître, en favorisant l'investissement, facteur de remplacement du travail par le capital (sauf lorsque la rentabilité du capital est inférieure à celle du travail : cas des immigrés).

Mais, justement, l'organisation et les luttes des immigrés font peu à peu disparaître un facteur de surexploitation, d'où la tentation de « renvoyer les immigrés chez eux » qui commence à se faire jour dans des couches plus larges que les milieux racistes traditionnels, et qui n'a pas attendu la crise pétrolière pour s'exprimer.

Cependant, d'une manière générale et c'est là une composante essentielle du caractère structurel de l'inflation, du fait de la part de plus en plus grande prise dans le prix du produit par la phase « conditionnement et commercialisation » (qui multiplie les intermédiaires, donc les hausses de prix — par ailleurs il s'agit d'intermédiaires « chers », type « matière grise »), la productivité moyenne des firmes aura tendance à décroître, car le secteur des « services » au moins à moyen terme, ne sera pas suffisamment « restructuré », « taylorisé », pour assurer à l'industrie une productivité suffisante pour absorber les hausses salariales (**en taux** : combativité ouvrière, augmentation rapide des salaires; **en masse** : part de plus en plus lourde prise par « l'encadrement » au sens large dans les entreprises, et dans la masse des rémunérations distribuées).

Une première contradiction apparaît : le conditionnement idéologique donné dans nos sociétés « libérales » exige une part sans cesse croissante de « cadres » (ce qui ne veut pas dire de personnes **qualifiées**; cela peut aller de pair avec une déqualification générale et c'est l'objectif recherché dans les « services ») pour intégrer le maximum de travailleurs dans la société capitaliste. Il en coûte cher au régime; le conditionnement exige par ailleurs le développement considérable des moyens de susciter ou d'orienter la consommation (société de consommation): or il s'agit d'un secteur gros consommateur d'argent, et générateur de hausses nominales du coût.

Il y a, enfin, le facteur « distribution » qui, dans une société capitaliste, doit **aussi** être source de profit et qui doit — par ailleurs — tenir compte de l'existence d'une couche de petits capitalistes qui, du fait de leurs structures non intégrées et non standardisées, accroissent le coût du produit vendu. A noter toutefois qu'en système capitaliste si « les grandes surfaces » jouent un rôle à la baisse (relative, avec un taux de profit aussi élevé) dans un premier temps, elles se comportent comme le commerçant moyen dès qu'il



y a situation de monopole (prix imposé) ou d'entente (partage de marché local).

Autrement dit, l'inflation est inhérente au développement du capitalisme dans sa phase actuelle. Elle est même actuellement une des conditions de la reproduction du capital. Sous les réserves faites plus haut, on peut alors admettre que l'inflation permet de maintenir, voire d'accélérer le taux de profit et qu'elle joue à l'inverse de la fameuse « baisse tendancielle » de ce dernier. Encore que le taux de profit ne marque aucune chute dans les grandes sociétés multinationales qui ont, elles, les moyens de répartir les risques et de lutter contre ladite baisse : division des travailleurs, contrôle du prix du marché, spéculation monétaire...

L'intérêt du capital est donc de poursuivre l'inflation, tout en constatant qu'elle a jusqu'ici signifié croissance et plein emploi, et donc combativité ouvrière relativement forte. Ailleurs, tous les exemples historiques montrent que les périodes de forte inflation sont aussi celles de grande concentration (notamment par le jeu de « l'argent cher ») et, d'une manière générale, profitent aux plus forts (v. Allemagne 1921-23: reconstitution des Konzerns). Toutefois l'inflation permet parallèlement à des secteurs marginaux de subsister, en diminuant le caractère concurrentiel de l'économie. En France, dans la période récente, l'inflation, à n'en pas douter, a favorisé le maintien de structures dépassées en même temps qu'elle accélérât la concentration.

2. La récession.

Pourtant la récession est là, elle aussi. La période à venir devrait être dominée par une forte montée des prix mais aussi par un ralentissement marqué de l'activité : c'est le phénomène que les économistes bourgeois ont caractérisé par le terme de « stagflation ».

Ici il faut faire appel à deux explications :

— l'une **économico-idéologique** : la récession, c'est l'apparition du « volant de chômage », donc une combativité ouvrière diminuée, une certaine inquiétude et la possibilité d'imposer des mesures restrictives, notamment sur le plan « ordre public » : les profits peuvent alors croître du fait d'une plus grande exploitation du travail ou du fait de la coexistence d'une structure économique inflationniste et d'un recul de l'activité imposant silence à la classe ouvrière — qui n'a que sa force de travail pour vivre.

Cependant, l'existence d'un « droit du travail », de la Sécurité sociale, des syndicats, l'incompressibilité des salaires à la baisse **exigent** une récession forte si l'on veut obtenir des résultats significatifs sur le plan de la surexploitation du travail : dès lors le capital peut être tenté — surtout le **grand** capital — de mener une politique de « crisis management » pour débloquer la situation;

— l'autre **structurelle** :

a) Dans une économie ouverte où le processus d'internationalisation du capital (économie exportatrice - économie d'investissement à l'étranger : capital commercial et capital financier) est relativement avancé et s'accélère, il y a une double et très forte contrainte qui est celle de la monnaie et des exportations.

— La monnaie : elle doit être forte pour prendre pied sur le sol étranger et y développer une stratégie exportatrice de capitaux (en portefeuille ou direct). Sinon, il faut acheter des devises et cela joue davantage encore à la baisse de la monnaie nationale.

— Les exportations : secteur de pointe, essentiel dans la production industrielle (25 % en France), ces dernières ne peuvent supporter des hausses



de prix trop élevées (surtout par rapport à d'autres). En France, 50 % de nos importations, 45 % de nos exportations, se font avec la C.E.E.

Ce sont les exportations qui tirent la croissance. Une inflation insupportable (à moins d'une unification du marché européen et d'une monopolisation totale, qui permettrait de mener une politique de prix aberrante et lucrative à l'abri des barrières douanières « extérieures » - v. les U.S.A.) les fait chuter et en même temps fait chuter la croissance et diminue le caractère impérialiste des entreprises françaises de ce secteur.

Dès lors l'inflation ne peut pas se poursuivre trop loin. Par ailleurs il existe (bien qu'irraisonné) un seuil psychologique de tolérance à l'inflation qui ne peut sans danger être dépassé (inflation trop forte = désordre social, v. Allemagne-Italie dans l'entre-deux-guerres); d'où la tentation pour les pouvoirs gouvernementaux qui raisonnent toujours en termes **d'économie quantitative** de ramener l'inflation (inévitabile) à de « justes proportions » **en ponctionnant la demande d'une manière assez globale.**

Il y a donc récession nécessaire pour neutraliser le mouvement ouvrier et déflation globale pour adapter à une offre qui va diminuant (y compris de manière artificielle : voir la Grande-Bretagne, qui ne manque pas d'énergie, mais l'essentiel est de **faire croire** à la récession : on poursuit donc une économie de gaspillage dans une économie de rareté. Le marché noir, c'est l'économie de guerre). C'est la demande qu'il faut diminuer, en faisant pression sur les salaires (chômage massif), en menaçant les opposants (« unité nationale », « durcissement du régime »), en drainant les fonds à des fins d'épargne (logement : l'accès à la propriété est une fuite devant l'inflation, attrait spéculatif de la pierre, hausse énorme des loyers) ou de stérilisation (budget « cyclique »).

Il s'agit là, à court terme, d'une politique probablement efficace en termes globaux (si l'on en retire les considérants politiques) mais irréaliste quant à la possibilité de tenir une inflation **structurelle** (voir plus haut) ou voulue telle (maintien des profits) et en tout état de cause, irresponsable sur le plan du moyen terme car à plus de quatre mois c'est un cycle dépressif qui est obligatoire, par le jeu des anticipations pessimistes d'offre, de demande, et d'investissement en régime libéral. Le caractère cumulatif de cette évolution pourrait, cette fois, conduire à une crise majeure dans la mesure où aucun partenaire capitaliste n'y échappe et où la « sur-production » que constituent les exportations positives (en solde) ne trouve plus à s'écouler à l'extérieur : il n'y a plus de mécanisme de compensation (à l'heure actuelle) ni de Jean qui rit quand Pierre pleure en Europe.

b) Par ailleurs l'inflation, du fait de la répartition fantastiquement inégale des revenus en France (moindre pourcentage de salariés, système fiscal...) frappe en priorité les petits budgets et les catégories sociales plus défavorisées : il est significatif que les hausses de prix les plus fortes aient été constatées pour les produits de première nécessité, notamment alimentaires. Dans le même temps, le prix des chaînes hi-fi, par exemple, n'a pas augmenté dans les mêmes proportions, tant s'en faut. Or les produits de première nécessité ont ce que l'on appelle une « élasticité » faible (degré de réponse de la consommation aux variations de prix d'un produit : faible pour les produits dont on ne peut pas se passer — nourriture, chauffage... — elle est forte pour des produits plus superflus), c'est-à-dire que la hausse très élevée de leur prix opère une ponction importante sur le budget des ménages les plus modestes, qui sont potentiellement ceux qui transforment le plus aisément — selon un raisonnement fait au départ par Keynes — un surplus ou un excès de pouvoir d'achat en consommation. La ponction opérée par la montée des prix sur le pouvoir d'achat des classes modestes réduit donc plus que proportionnellement les capacités de relance par la consommation.



à moins d'injecter dans l'économie un pouvoir d'achat supplémentaire par le biais de fortes hausses de salaire, ce qui est directement contradictoire avec la politique gouvernementale décrite plus haut. Autrement dit, le double jeu de l'inflation et de la répartition très inégale des revenus inhérente à la société capitaliste française crée un risque supplémentaire de récession : une impossibilité à étendre la consommation (qui est avant tout une consommation « populaire ») provoquera des anticipations pessimistes des chefs d'entreprise, avec les mêmes répercussions que celles citées plus haut. Car il est douteux que les catégories sociales à haut revenus (industriels, gros paysans et commerçants, professions libérales, cadres supérieurs) prennent le relais de la relance de la consommation: intégrés dans le jeu de notre « société de consommation » ils sont déjà saturés d'objets et de loisirs chers et leur surplus de revenu est épargné ou sert à reproduire leur capital. On voit que la contradiction introduite au sein même du système économique n'est pas mince. Et que le remède utilisé est totalement inadéquat.

Mais, si la situation conjoncturelle suscite les plus vives inquiétudes, les tendances futures ne sont guère plus encourageantes.

II. LES TENDANCES STRUCTURELLES :

Y A-T-IL UNE CRISE ÉNERGETIQUE ?

En effet, si la récession mondiale (comme le soulignait le récent rapport BIT) s'annonçait, elle ne peut qu'être aggravée — et non provoquée — par la crise énergétique. En gros, une chute de 15 à 20 % de l'approvisionnement énergétique en Europe induit une chute de la croissance de 2,5-3,5 %, soit un PNB croissant de l'ordre de 1 à 2,5 % par an au maximum (avec des hausses de prix de 10 à 12 % par an environ). Mais l'énergie n'est pas seule en cause : il y a les dérivés, la chimie, branche de pointe, le textile, l'automobile et ses satellites, etc. Par ailleurs des menaces planent (l'exemple aidant) sur d'autres matières premières (zinc, uranium...) mettant par là l'accent sur une autre contradiction capitaliste : la surexploitation du Tiers-Monde peut se retourner contre ses auteurs imprudents qui, pour maintenir l'ordre, ont dû sacrifier l'intérêt économique immédiat (Arabe, pétrole) aux intérêts bien compris de l'impérialisme (Israël). Ce n'est pas le cas des grandes sociétés, déjà reconverties et qui peuvent par leur souplesse à la fois développer des innovations lucratives (charbon, atome) et organiser somptueusement la « fin » du pétrole.

On tombe là sur un débat qui se résume à une double question :

a) Les grandes sociétés multinationales (le cartel) ont-elles organisé la crise ? C'est possible, mais il ne faut pas oublier, là aussi, les superstructures idéologiques (sionisme, impérialisme, stratégie militaire) au Proche-Orient.

b) Y a-t-il ou non une crise énergétique ?

Le Parti communiste, pour sa part, répond non (relance de la production charbonnière, appel aux pays socialistes et à la coopération internationale tous azimuts). Pourtant, à dix ans d'échéance il y a :

— risque d'épuisement ou de coût trop élevé (Alaska) de l'extraction du pétrole;

— rupture technologique : un passage à vide, faute d'une décision politique à temps (soleil, nucléaire, transports collectifs...) qu'il ne sera pas possible de combler en moins de dix ans;

— gaspillage qui tient à la société libérale elle-même.



On peut donc dire qu'il y aura crise d'énergie et de matières premières si le gaspillage continue et que seule une économie socialiste — ou une « économie de guerre » peut l'empêcher — et cela, que les pays producteurs continuent ou pas les réductions de production. La crise éclatera à un moment ou à un autre. A moins que le capitalisme, en faisant feu de tout bois (cf. Iran, Brésil), ne parvienne à retarder l'échéance jusqu'à obtention de nouvelles technologies. Seulement, ces technologies même — par exemple l'énergie solaire — ne seront pas neutres car elles sont source de moindre profit que d'autres. Le capital ne pourrait alors faire le joint qu'en adoptant un nouveau mode de développement à **la Mansholt** qui serait une économie de services immatériels, à la productivité très faible, avec maintien des écarts actuels entre les conditions sociales. Or, si l'intégration des hommes à la société actuelle est possible, c'est par une certaine abondance apparente : il n'est pas certain qu'en l'absence de guerre des privations inégales puissent être demandées aux individus... D'où le caractère sans doute inéluctable de l'affrontement de classes que le capitalisme ne peut contenir qu'en pratiquant la division des travailleurs (d'où attaques contre les pays arabes, l'idée de chasser les immigrés, de faire taire ceux qui « nous divisent »...) ou en les détournant sur un ennemi extérieur : l'anti-communisme, c'est difficile à présent. Pourtant le caractère « atlantique » de la politique actuelle du pouvoir est assez troublant. Reste « l'Arabe » et « l'ennemi de l'intérieur » de toute façon... Ce sont des cibles qui en valent d'autres.

Un des problèmes que peut ici aussi rencontrer la classe dominante, c'est qu'à encourager l'apolitisme et l'égoïsme, elle a développé chez les Français (y compris la majorité silencieuse) un goût du confort et un dégoût de l'effort ou du « devoir collectif » tel qu'il peut être difficile, en période de vaches maigres, de les faire adhérer à un projet purement **idéologique sans satisfaction matérielle à la clef** : en témoigne l'inefficacité des appels au « civisme ». Cependant, on peut penser que les conditionnements idéologiques de « l'Ordre » joueront à plein et dès lors surgira la possibilité d'un fascisme tranquille, « fascisme de gestion » qui apparaîtrait comme la seule manière de mettre fin au chaos.

En conclusion, les éléments d'une crise économique et sociale grave existent dès à présent. Ce n'est pas pour autant que l'on doive s'attendre à une réédition d'un phénomène type 1929. La restructuration capitaliste même, notamment au travers des sociétés multinationales géantes, est un élément de réponse à cette crise : le capitalisme pourrait paradoxalement en sortir plus fort, au prix d'un renouvellement d'autant plus dangereux pour le mouvement ouvrier qu'il s'accompagne d'une nouvelle distribution des centres et des modes de décision pouvant dans certains cas, qui seront de plus en plus nombreux, échapper au pouvoir des Etats (v. notre article précédent dans « Critique Socialiste » n° 15).

C'est dire que la mobilisation du mouvement socialiste est absolument nécessaire, dès maintenant, pour déjouer les plans des dirigeants du système, à quelque niveau qu'ils se situent, et prendre l'offensive contre un régime qui semble arrivé au bout de ses contradictions et peut être tenté de les fuir dans l'aventure sanglante, comme au Chili.

III. LES ECHEANCES DU MOUVEMENT SOCIALISTE FACE A LA CRISE

Dans ces conditions, il faut absolument éviter un écueil double :

— l'écueil tranquillisant, qui consisterait à affirmer qu'il n'y a pas de crise, mais seulement le refus de rechercher des remèdes et que les remèdes existent y compris dans le cadre actuel (c'est l'attitude qui ressortirait du



« programme commun »). Le Parti Communiste, qui fait une analyse de la crise qui se rapproche de la nôtre quant à ses causes, ne propose en effet pas (cf. l'énergie) de modifier fondamentalement la logique économique du système dans un premier temps;

— l'écueil catastrophiste qui consisterait à prédire la crise finale : c'est ignorer que le capitalisme a des possibilités de renouvellement immenses et que sous un ordre, y compris casqué, il peut de nouveau assurer une prospérité apparente au moins relative. En effet, le « retour à la frugalité matérielle » est un leurre, même si l'idée est juste sur le fond. Il faut définir **d'abord** ce que sera la richesse non matérielle (idées, contacts, arts, vie collective, nature...) et prêter attention à ce que les thèses écologistes sont, en grande partie, des thèses de riches : la croissance c'est avant tout que chacun puisse s'épanouir à égalité : pour cela un niveau « normal » de vie doit être atteint, même s'il se situe sur un autre plan que celui du nombre de téléviseurs cher à M. Pompidou, il ne faut pas jeter le manche avant la cognée.

Il faut bien voir en effet que cette analyse fait partie du piège tendu par le pouvoir pour culpabiliser les travailleurs, avec une belle duplicité : Le « soyez frugaux » coexiste avec la poursuite d'une société de consommation sans entraves... Il faut obtenir, au contraire, que les travailleurs ne reviennent à la « frugalité » que par expérience et par désir : rôle essentiel de « l'aspiration à communiquer » et à retrouver la nature.

Le mouvement socialiste doit donc renverser les termes du débat, en intervenant sur trois plans.

1. En affirmant que **la relance économique et la lutte contre l'inflation galopante sont possibles, dans une optique défensive** : défense du pouvoir d'achat, défense de l'emploi :

— Contre l'inflation, désormais seules des mesures autoritaires sont possibles : elles passent par des nationalisations (secteur bancaire, financier, chimie, pharmacie, sols), l'encadrement extrêmement strict et sélectif du crédit, la ponction sur les très hauts revenus, par le développement d'une administration fiscale et le contrôle populaire, le développement des circuits courts de distribution : l'idée directrice doit être de répartir de façon **progressive** (au sens fiscal) les sacrifices, et de profiter de la période pour avancer sur la remise en cause de la hiérarchie des salaires.

— Pour la sauvegarde de l'emploi, il y a lieu de relancer les consommations collectives pour le budget (re-budgétisation du logement, de la santé...), de contrôler les licenciements, de lutter contre la surexploitation (refus des horaires, des cadences, du renvoi des travailleurs immigrés), d'obtenir le maintien des hausses de salaires (renforcés) pour relancer la consommation. Coordination et jonction des luttes (français/immigrés par exemple) et lutte antihierarchique sont essentielles dans la période qui s'ouvre.

2. **En préparant dès aujourd'hui l'économie de demain** : A partir de la constatation qu'une économie de gaspillage coexiste avec le phénomène de la rareté, on pose mieux le problème de la répartition du revenu comme un problème de civilisation.

Par ailleurs, il importe de poser la question du produire quoi, pour qui ? et de montrer qu'une autre société, une autre croissance, sont possibles par élimination du gaspillage actuel et transition vers des formes d'énergie moins chères, moins polluantes : en définitive il faut définir les vrais besoins collectifs (en termes d'investissements collectivement nécessaires), encou-



rager la recherche et les consommations et équipements collectifs par prélèvements sur le gaspillage actuel.

Cette tâche exige l'institution progressive d'un contrôle populaire permanent sur les choix de société (transport collectif ou individuel, affectation de l'espace), sur les priorités budgétaires, sur ce qu'on appelle les grandes options nationales (technologie, énergie, investissements de prestige...).

3. En envisageant d'autres rapports politiques avec les pays du Tiers Monde; enfin en reconnaissant et en approuvant leur lutte pour le contrôle de leurs richesses naturelles, en donnant l'exemple d'un modèle de développement anticapitaliste (désormais indissociable d'une société de consommation telle que nous la caricaturons chaque jour), rapports de coopération dans l'égalité : troc préférentiel, industrialisation décidée par le pays lui-même, aide en hommes subordonnée aux besoins du pays sous-développé, acceptation et sauvegarde des mesures réciproques. Il ne s'agit pas en effet d'amadouer les pays producteurs de matières premières en leur proposant des rapports directs comme Pompidou, mais de reconnaître leur existence à égalité en permanence sans nous placer nous-mêmes en situation de dépendance (par exemple énergétique, en développant des technologies autres et en les « exportant ») ni en situation de les faire dépendre; d'avoir, donc, des rapports politiques d'enrichissement commun (sens large). Il est clair que le type de civilisation choisie n'est pas neutre là non plus, et qu'une société socialiste autogestionnaire n'a aucune raison de développer des phénomènes de domination **liés à l'exploitation de certains modes de production.**

Ce volet international d'un plan d'action contre la crise est immédiat. Il ne peut pas être « angéliste » (les pays arabes ont leurs motivations qui ne sont pas toutes acceptables) et nécessite une explication approfondie : la vigilance s'impose en effet à un moment où une « économie de guerre » peut s'accompagner de tentations de guerre tout court ou d'ingérence politique très lourde dans les affaires intérieures desdits pays.

Cette vigilance doit, d'ailleurs, être plus « générale. ». La crise actuelle survient en effet à point nommé :

- 1) pour faire oublier ou justifier l'inflation (le prix de l'énergie va augmenter; or, un baril de pétrole, lorsqu'il voit son prix $\times 2$, aboutit à une hausse de 1,4 % de l'indice général des prix);
- 2) pour justifier la récession et le chômage;
- 3) pour rejeter la responsabilité de la crise sur des mécanismes extérieurs (les pays arabes, comme autrefois la crise monétaire);
- 4) et ainsi permettre un nouveau durcissement du régime. Des faits s'accumulent :
 - le fascisme relève la tête;
 - les C.R.S. sont transformés en corps militaire;
 - l'attentat raciste à Marseille est un pas de plus dans la lutte contre les immigrés en général;
 - la reprise en main des lycées s'amorce;
 - écoutes et fichage se développent;
 - le rôle de l'armée comme instrument de répression interne est ouvertement affiché.

Il est difficile de savoir ce que le régime a en tête (on le sait en termes défensifs : armée, voir Chili ... en cas de prise du pouvoir à gauche). Mais il



Critique Socialiste
Numéro 16
Janvier - février 1974
Pages 4 à 12

a déclenché lui-même des forces qu'il ne contrôlera pas très longtemps (poujadisme, S.A.C., C.D.R., C.F.T., fascistes, dans la police, groupuscules fascistes, armée) à supposer qu'il (ou certains) le veuillent. C'est une contrainte de plus.

Peut-être en termes « offensifs » y a-t-il des tentations de casser le mouvement ouvrier avant qu'il ne soit trop tard : c'est en ces termes que la récession qui s'annonce est préoccupante car elle crée un climat de peur que certains voudront exploiter.

Cela dit, le point qui reste ouvert est celui de savoir « qui maîtrise quoi » actuellement et si machiavélisme il y a, ou bien irrésistible entraînement vers une solution pour maintenir le capitalisme, même quand il n'y a plus de solution. Et alors, il faut aller vite.

Daniel LENEGRÉ.